



Séance ordinaire du mardi 23 novembre 2021

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt-trois novembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Cycles de l'eau

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

William ARS, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Genès BALAZUN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Florence BRAU, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Michelle CASSAR, Stéphane CHAMPAY, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Zohra DIRHOUSI, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Mylène FOURCADE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Régine ILLAIRE, Guy LAURET, Max LEVITA, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jacques MARTINIER, Julien MIRO, Bernard MODOT, Séverine MONIN, Laurent NISON, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Jean-Pierre RICO, Anne RIMBERT, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Isabelle TOUZARD, Claudine VASSAS MEJRI.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, Véronique BRUNET, Brigitte DEVOISSELLE, Fanny DOMBRE-COSTE, Hind EMAD, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOU, Nicole MARIN-KHOURY, Jean-Luc MEISSONNIER, Véronique NEGRET, Yvon PELLET, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, François VASQUEZ, Joël VERA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Bernadette CONTE-ARRANZ, Abdi EL KANDOUSSI, Jean-Noël FOURCADE, Frédéric LAFFORGUE, Marie MASSART, Cyril MEUNIER, Patricia MIRALLES, Arnaud MOYNIER, Joël RAYMOND, Philippe SAUREL, Patricia WEBER

Cycles de l'eau - Convention de concours technique avec la SAFER Occitanie relative à la veille foncière sur les périmètres de protection des captages prioritaires - Logiciel "Vigifoncier" - Autorisation de signature

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole porte et anime deux démarches de reconquête de la qualité de l'eau sur les captages en eau potable de Garrigues Basses (Sussargues) et du Flès (Villeneuve-lès-Maguelone), classés prioritaires par le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) Rhône-Méditerranée.

L'acquisition foncière, visant à maîtriser les usages et instaurer des pratiques agro-écologiques sur les secteurs les plus sensibles aux pollutions, est l'une des mesures phares des plans d'actions approuvés par la Métropole pour préserver durablement les ressources en eau. Cette démarche repose *a minima* sur l'instauration d'une veille foncière pour accéder à la connaissance du marché sur les périmètres de captages et que la Métropole soit informée en temps réel des projets de mouvements fonciers.

Dans le cadre de son partenariat avec l'Agence de l'Eau Rhône-Méditerranée, qui accompagne financièrement les stratégies foncières déployées sur les captages prioritaires, la SAFER Occitanie propose aux collectivités la mise en place de l'outil de veille foncière *Vigifoncier*. Ce logiciel permet aux gestionnaires d'accéder aux informations dont la SAFER a connaissance sur le marché foncier en zone naturelle et agricole : Déclarations d'Intention d'Aliéner (DIA) ; Appels à candidatures SAFER ; Rétrocessions ; Avis de Préemption ; Projets de vente, etc. Ces informations permettront à la Métropole de solliciter auprès de la SAFER des enquêtes complémentaires et le cas échéant, si l'enjeu de protection de la ressource le justifiait, l'exercice du droit de préemption de la SAFER.

Les services de la Direction de l'Eau et de l'Assainissement et de la Direction Action Foncière et Immobilière (DAFI) de Montpellier Méditerranée Métropole peuvent bénéficier de l'installation à titre gratuit de l'outil *Vigifoncier* (dispositif financé par l'Agence de l'Eau), seule la réception des DIA via le logiciel ainsi que les frais de formation et d'abonnement sont à la charge de la Métropole. Le coût annuel de fonctionnement est estimé à 610 € HT la première année puis 460 € HT les années suivantes.

Les modalités techniques, administratives et financières de la veille foncière via *Vigifoncier* sont fixées dans une convention de concours technique liant la Métropole et la SAFER Occitanie. Cette convention est conclue pour une durée d'un an avec tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- D'approuver les termes de la convention de concours technique entre Montpellier Méditerranée Métropole et la SAFER Occitanie ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget annexe de l'eau potable de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 78 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

M. Yvon PELLET, M. René REVOL, Mme Claudine VASSAS MEJRI.

Fait à Montpellier, le 02/12/21

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 2 décembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20211123-172981-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 02/12/21

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Projet Conv concours.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.